

**Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix sept et le trente mars, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme et Aménagement
durable**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Michaël DELAFOSSE ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Christian DUMONT ayant donné pouvoir à Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.

Excusés : Sonia KERANGUEVEN.

**Foncier
Zone d'aménagement concerté du Coteau
Convention opérationnelle entre la Ville
et l'Etablissement Public Foncier Languedoc-Roussillon
Avenant n°2**

Dans le cadre de sa politique en faveur du logement et du développement à l'ouest de Montpellier, la Ville a approuvé, par délibération du 3 octobre 2011, la création de la zone d'aménagement concerté (ZAC) du Coteau d'une superficie de 26 hectares.

L'aménagement du futur quartier du Coteau permettra la réalisation d'un quartier mixte à dominante d'habitat collectif, intégrant également des commerces et des services. Il permettra également un traitement qualitatif des espaces publics, en particulier des espaces paysagers, tout en s'insérant dans le tissu urbain dense et structuré des quartiers voisins, notamment celui de Malbosc.

En vue de la réalisation de cette ZAC, la Ville a signé le 3 mai 2012 une convention opérationnelle avec l'Etablissement Public Foncier Languedoc-Roussillon (EPF-LR) pour assurer le portage des acquisitions foncières de la ZAC à hauteur de 10 000 000 €.

La convention est entrée en vigueur après contrôle de légalité de la préfecture le 21 mai 2012 pour une durée de 5 ans.

Par avenant n°1 du 7 septembre 2012, la Ville et l'EPF-LR sont convenus de porter le montant prévisionnel de l'engagement financier à 12 500 000 €.

L'EPF-LR a réalisé la totalité des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation du programme d'aménagement pour un montant de 11 768 761 €, hors frais annexes honorés en sus lors de la réitération des acquisitions (géomètre, notaires, frais de démolition,...) et hors indexation conventionnelle.

Cette convention arrive à échéance le 21 mai 2017.

La procédure de concours d'urbanisme en vue du choix de l'architecte en chef de la ZAC a été initiée en janvier 2016 pour conduire à la désignation en décembre 2016 de l'équipe lauréate Devillers & Associés (mandataire).

Par ailleurs la procédure visant à la désignation de l'aménageur de la ZAC est engagée qui devrait aboutir par la signature d'un traité de concession avant la fin du premier semestre 2017.

Toutefois, afin de permettre de réduire le découvert de trésorerie de l'opération et ses frais financiers, la Ville a sollicité le 17 novembre 2016 auprès de l'EPF-LR une prolongation de la durée de la convention de l'ordre de deux à trois ans, mieux adaptée à la réalité des obligations de calendrier d'une opération complexe de cette importance.

Compte tenu des contraintes inhérentes aux conditions du plan pluriannuel d'investissement de l'EPF-LR (2013-2018) et de la potentielle application d'un taux de majoration sur le prix de revente des biens qui doit être étudiée de part et d'autre, la Ville et l'EPF-LR sont convenus de ménager le temps nécessaire à cet échange par adoption d'un avenant n°2 à la convention du 3 mai 2012 visant à proroger sa durée pour un peu plus de trois mois à compter du 21 mai prochain et ce, à titre gratuit.

Ce délai venant à terme le 3 septembre 2017 permettra d'étudier l'opportunité d'une nouvelle prorogation de la convention avec l'EPF-LR, en fonction de la négociation de ses conditions financières et, notamment, de l'éventuelle majoration des prix de rachat foncier à l'EPF-LR par la Ville ou son aménageur.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de l'avenant n°2 à la convention du 3 mai 2012 signée avec l'Etablissement Public Foncier du Languedoc-Roussillon prorogeant à titre gratuit l'échéance de la convention opérationnelle relative à la ZAC du coteau jusqu'au 3 septembre 2017 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer ledit avenant n°2 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant n° 2

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20170330-1174-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 04/04/17
Réception en Préfecture : 04/04/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.